



# LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2015

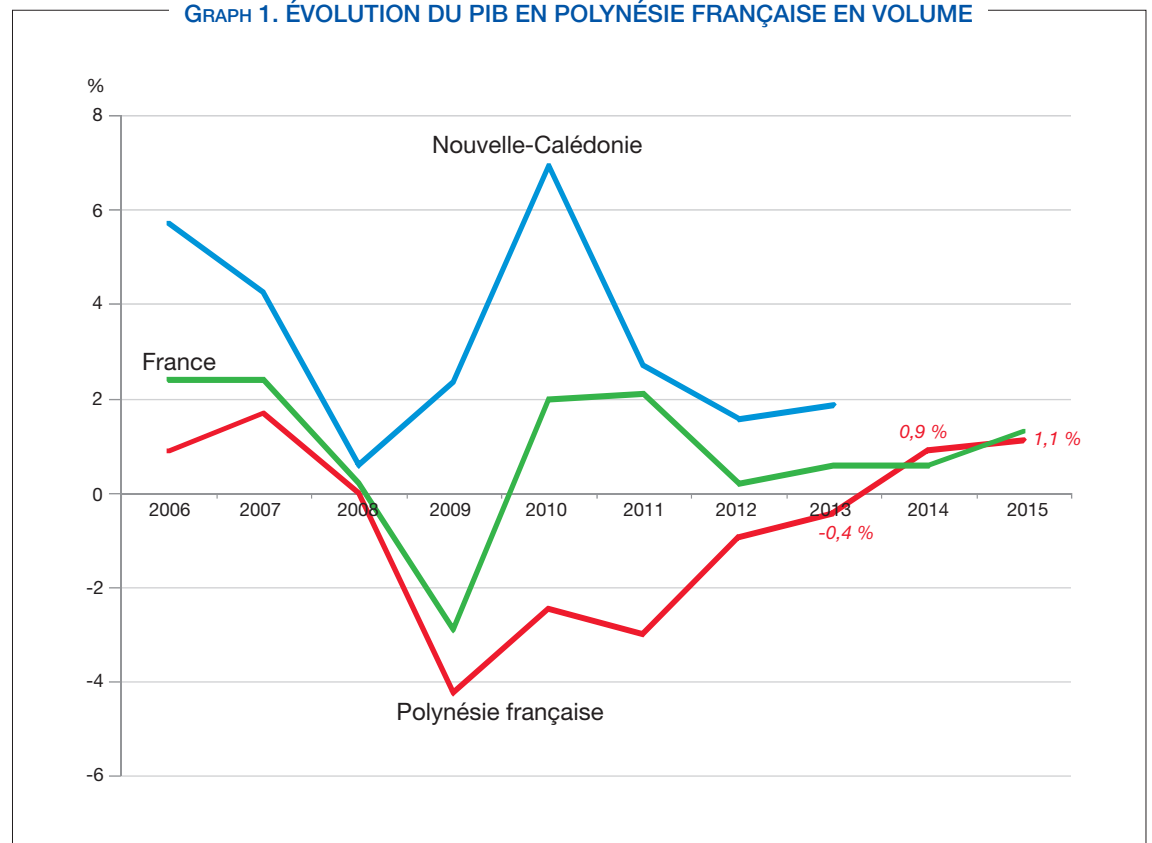
## de la **POLYNÉSIE FRANÇAISE**

N° 2 - JUILLET 2016

### La demande intérieure privée, moteur de la croissance

En 2015 la reprise de l'activité, observée depuis 2014, se confirme : le PIB progresse de 1,1 % en volume. L'investissement est le principal moteur de la croissance (+ 5,1 % en volume) qui est également soutenue par la bonne tenue de la consommation des ménages (+ 1 % en volume). Le revenu du travail augmente légèrement en lien avec l'amélioration du marché du travail. Ainsi, la masse salariale comme le revenu disponible brut des ménages progressent respectivement de 1,3 % et 0,9 %. Cette hausse des revenus conjuguée à la baisse des prix à la consommation profite aux ménages, dont les gains de pouvoir d'achat atteignent 1,3 %. La consommation des ménages progresse de 1 % en volume après 0,3 % en 2014.

GRAPH 1. ÉVOLUTION DU PIB EN POLYNÉSIE FRANÇAISE EN VOLUME



Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM, INSEE, ISEE



INSTITUT  
DE LA  
STATISTIQUE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

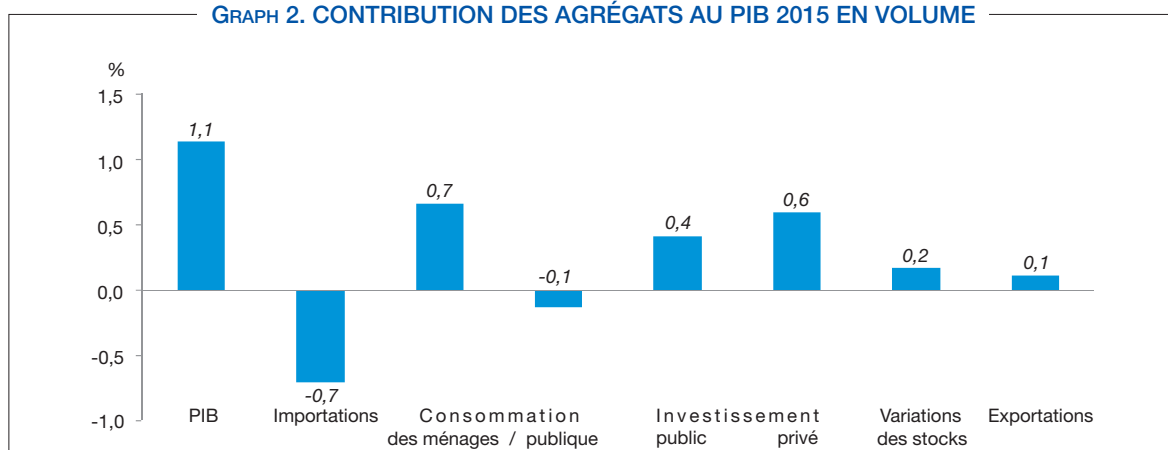
## La demande intérieure plus dynamique stimule la croissance du PIB

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Polynésie française progresse de 1,1 % en volume en 2015 après + 0,9 % en 2014 (*Graph. 1*). Pour la deuxième année consécutive, l'économie polynésienne croît à un rythme qui n'avait plus été observé depuis le début de la crise en 2009. Cette embellie ne suffit cependant pas pour créer les 1 300 postes annuels nécessaires pour stopper la montée du chômage.

Les principaux moteurs de la croissance (*Graph. 2*) sont l'investissement et la consommation finale des ménages. Ils contribuent respectivement pour 1 point et 0,7 point à la croissance du PIB. Le commerce extérieur contribue négativement (- 0,6 point) au PIB. La hausse des importations (+ 1,8 % en volume) traduit la reprise de la demande intérieure tandis que les exportations sont stables (+ 0,6 % en volume)

En France, le même mécanisme de reprise par la demande intérieure porte la croissance via le rebond du pouvoir d'achat lié à une faible inflation : le PIB y progresse de 1,3 % en volume après + 0,6 % en 2014.

GRAPH 2. CONTRIBUTION DES AGRÉGATS AU PIB 2015 EN VOLUME



Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM

## La reprise de l'investissement soutient la croissance

En 2015, pour la troisième année consécutive, l'investissement dans l'économie polynésienne progresse (*Graph. 3*). Cette progression est soutenue par le secteur privé (entreprises et ménages) qui représente trois quart de l'investissement total. Identifiées par les importations de biens d'équipements, les dépenses d'investissement des entreprises, progressent de 8 % en valeur, portées par le renouvellement d'équipements de transport (avions et bateaux). Les hausses de dépenses d'investissement des ménages (+ 1,6 % en volume) et du secteur public (+ 8,1 % en volume) sont principalement orientées vers les dépenses de construction.

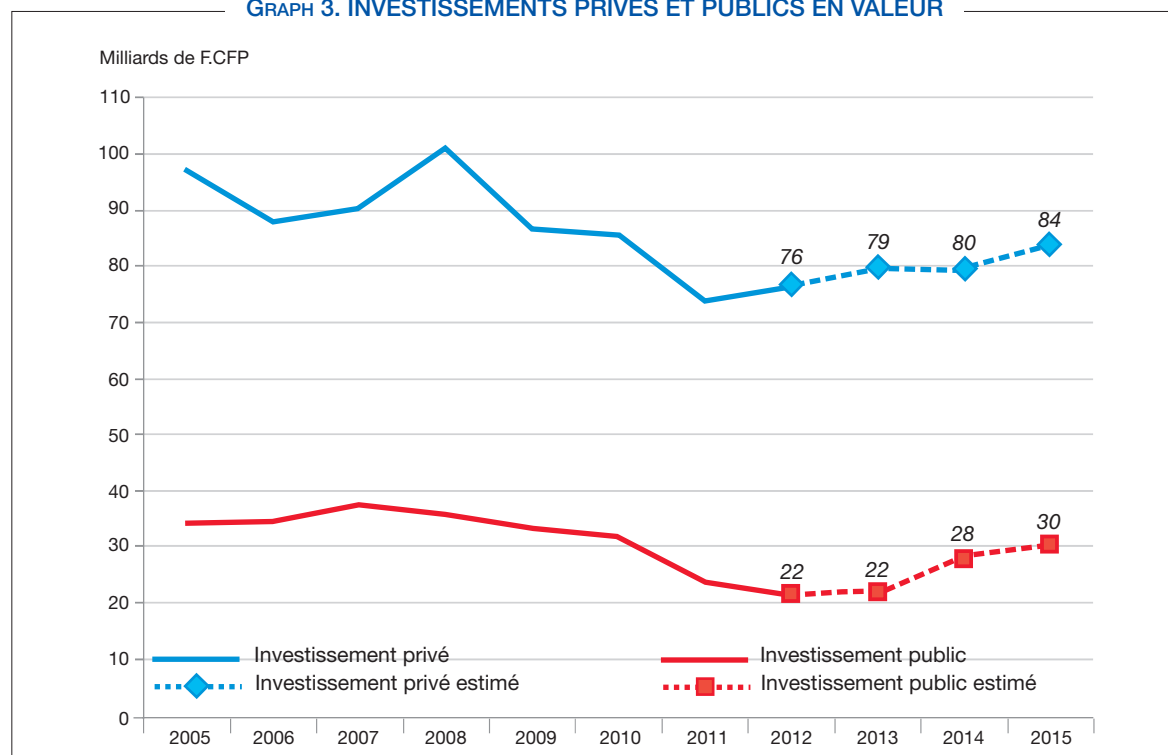
Toutefois l'investissement total demeure faible ; son niveau est inférieur de 23 milliards de F.CFP en valeur à celui de 2008.

L'investissement privé (entreprises et ménages) contribue pour 0,6 point à la croissance du PIB en 2015. Il progresse de manière continue depuis 2012, comme en témoigne l'évolution des encours de crédits à l'équipement (+ 2,7 %) et des crédits à l'habitat (+ 3,7 %). Ces investissements s'élèvent à 84 milliards de F.CFP en 2015 (+ 4,1 % en volume), dont 57 milliards pour les entreprises (+ 6,7 % en volume) et 27 milliards pour les ménages.

L'investissement public augmente de 8,1 % en volume en 2015. Les travaux du tunnel de Punaauia, de la prison de Papeari et la préparation du site du Mahana Beach, auxquels s'ajoutent de nombreux travaux sur les réseaux routiers, et les investissements communaux constituent un apport majeur à l'activité économique polynésienne. Le montant total investi par les administrations publiques (État, Pays, communes) dépasse 30 milliards de F.CFP.



GRAPH 3. INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS EN VALEUR



Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM

TAB 1. LES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET LEUR ÉVOLUTION (VALEUR COURANTE)

	Année			Variation 2015/2014		
	2013	2014	2015	Valeur	Prix	Volume
Unité :	milliards de F.CFP			%	%	%
Produit intérieur brut	535,6	543,2	552,5	1,7	0,6	1,1
Consommation des ménages	365,5	367,7	370,2	0,7	- 0,3	1,0
Consommation publique	174,2	171,3	169,8	- 0,9	- 0,5	-0,4
Investissement public	21,8	27,8	30,3	9,1	0,9	8,1
Investissement privé et variations de stocks	79,3	79,4	84,2	5,2	0,8	6,1
Importations de biens et de services	204,7	206,7	207,6	0,4	- 1,4	1,8
Exportations de biens et de services	99,5	103,7	105,6	1,8	1,2	0,6

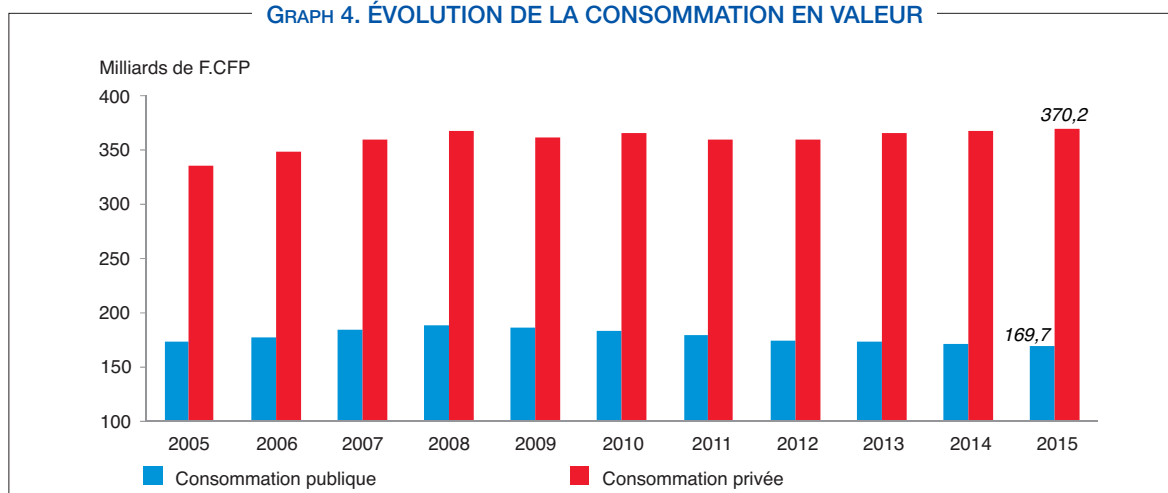
Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM

### La consommation des ménages profite de la baisse des prix

La consommation, principale composante de l'économie polynésienne (Tab. 1) est favorablement orientée en 2015. Elle contribue pour 0,6 point à la croissance du PIB. Bien que positive, son évolution diffère selon les agents économiques (Graph. 4). Ainsi, la consommation finale des ménages progresse (+ 1 % en volume après + 0,3 % en 2014) alors que la consommation publique se contracte (- 0,4 % en volume après - 1,8 % en 2014). Cette croissance de la consommation finale des ménages contribue pour 0,7 point à la croissance du PIB. La hausse de la consommation des ménages, la plus forte observée depuis 2007, s'explique surtout par un contexte favorable des prix (- 0,3 % pour les prix de la dépense de consommation finale des ménages), associé à une progression soutenue de la masse salariale en 2015. Toutefois, la confiance des ménages est toujours fragile comme en témoigne la baisse de l'encours des crédits à la consommation (- 6,5 % en 2015). En revanche, la consommation publique diminue pour la huitième année consécutive, - 0,4 % en volume, après une baisse de 1,8 % en 2014. Elle contribue négativement (- 0,1 point) à la croissance. Même si la contraction des dépenses de fonctionnement de l'administration est moins marquée cette année, la consommation publique a diminué de 19 milliards de F.CFP par rapport à 2008.



GRAPH 4. ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION EN VALEUR



Sources : Comptes économiques rapides 2014, ISPF, CEROM

### Pourquoi le déflateur du PIB est-il supérieur à celui de la consommation des ménages ?

En 2015, la croissance économique mesurée par l'augmentation du PIB en volume (c'est-à-dire à prix constants) a été de 1,1 %, mais dans le même temps, l'augmentation du PIB en valeur (c'est-à-dire à prix courants ou nominal) a été de 1,7 %. Pour comprendre cette différence, qui correspond aux prix de chaque agrégat du PIB, il faut définir ce qu'est le PIB réel ou PIB en volume.

Le **PIB réel** ou le PIB en volume est la valeur du PIB tenant compte du niveau des prix de chacune de ses composantes. L'évolution du PIB réel traduit donc les variations à la hausse et à la baisse en volume, c'est-à-dire des quantités, produites de biens et de services. En observant uniquement le **PIB en valeur** (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent. Le déflateur permet d'isoler la part due au prix ; il mesure les variations de prix pour chaque agrégat économique en divisant la grandeur en valeur par cette même grandeur en volume. Les déflateurs sont nommés d'après l'agrégat utilisé. On obtient ainsi, un déflateur de la dépense de consommation finale, de l'investissement, des exportations et des importations dont l'agrégation donne le déflateur du PIB.

**Déflateur du PIB = PIB valeur/PIB réel**

**PIB réel n = Consommation + Investissement + Exportation - Importation (le tout au prix n-1)**

L'évolution du déflateur de la consommation est assez proche de celle de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le déflateur du PIB intègre aussi des prix de biens et de services qui diffèrent de ceux relevés pour calculer l'IPC : par exemple, le prix de la perle à l'exportation, le prix d'un bateau de transport inter-île, le prix du pétrole à l'importation, etc.).

Ainsi, l'écart entre le déflateur du PIB et l'IPC peut être substantiel, surtout en fonction des fluctuations de prix de certaines importations, en particulier de l'énergie, mais aussi des prix des exportations et des investissements.

En 2015, l'écart de croissance entre la valeur réelle du PIB et celle en volume s'explique par un déflateur du PIB qui est de 0,6 %. Ce déflateur a comme particularité, cette année, d'être positif alors que les prix à la consommation (IPC) sont en baisse de 0,4 %. Cette différence s'explique par une baisse plus forte du prix des importations (- 1,4 %) que celle mesurée sur l'IPC, conjuguée à des prix de l'investissement et des exportations en hausse. En volume, la hausse des importations (qui est un contributeur négatif à la croissance), étant plus élevée que l'évolution des autres composantes de la demande (consommation, investissement et exportations), la valeur du PIB 2015 au prix de 2014, est plus faible que celle du PIB 2015 en valeur, impliquant donc l'existence d'un déflateur positif.

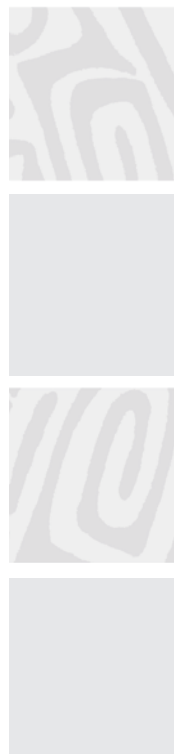
	PIB = a+b+c+d-e	Consommation finale (a)	Investisse- ments (b)	Variation stocks (c)	Expor- tations (d)	Impor- tations (e)
Unité : <i>milliards de F.CFP</i>						
Agrégats 2015 prix courant (X)	552,1	540,0	114,1	0,8	105,6	207,6
Agrégats 2015 au prix de 2014 (Y)	548,6	541,9	112,9	0,5	104,3	210,5
DÉFLATEURS (X/Y)	0,6 %	- 0,4 %	1,1 %	nd	1,2 %	- 1,4 %

Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM

### La hausse de l'emploi ne suffit pas pour diminuer le chômage.

Pour la première fois depuis 2009, l'emploi salarié augmente (+ 0,4 %), de même que la masse salariale totale (+1,3 %) (Tab. 2). Cette progression du nombre d'emplois et du salaire moyen (+1,6 %), dans un contexte de baisse des prix, permet aux salariés des gains de pouvoir d'achat de 1,9 %<sup>a</sup>.

a : ce calcul d'évolution de pouvoir d'achat est fait en retranchant l'évolution des prix à la consommation à l'évolution du salaire moyen.



INSTITUT  
DE LA  
STATISTIQUE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE



Cependant, l'augmentation de l'emploi (270 postes salariés supplémentaires en 2015) n'est pas suffisante pour diminuer le nombre de chômeurs. La Polynésie française compte, en moyenne, 1 300 nouveaux actifs entrant chaque année sur le marché du travail. Le taux de chômage, qui était de 21,8 % (24 900 personnes) au recensement de la Population de 2012, peut être estimé à 24 % en 2015, toutes choses restant égales par ailleurs.

Les secteurs d'activité dont la masse salariale a le plus augmenté sont l'agriculture (+ 7,0 %), la construction (+ 2,0 %) grâce aux divers projets tels que la prison de Papeari et les travaux routiers, le commerce (+ 2,7 %), qui profite de l'augmentation de la consommation des ménages, le transport (+ 3,5 %) et l'hôtellerie restauration (+ 5,0 %), qui bénéficient de l'augmentation de la fréquentation touristique (+ 1,8 % par rapport à 2014).

**TAB 2. COMPTES DES MÉNAGES SIMPLIFIÉS (ESTIMATION)**

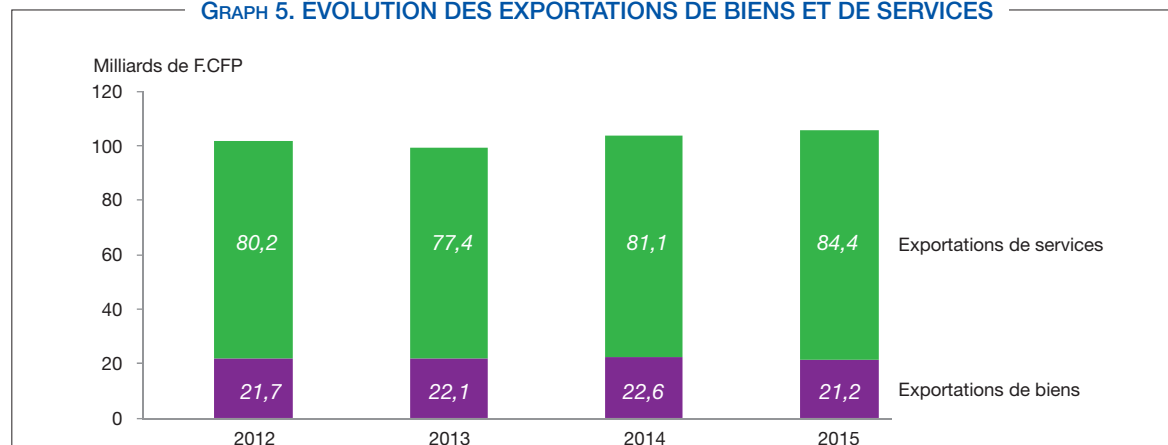
Ménages revenus consommation	Année		Variation 2015 / 2014
	2014	2015	
<i>Unité :</i>	<i>milliards de F.CFP</i>		<i>%</i>
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	99,3	99,3	- 0,1
Salaires	247,4	250,6	1,3
Autres revenus	40,3	40,9	1,7
Prestations sociales	54,0	54,1	0,2
Impôts	16,7	16,9	1,3
Revenu disponible	424,4	428,0	0,9
Consommation totale	367,7	370,2	0,7
Taux épargne	13,4 %	13,5 %	

Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM

### Les échanges commerciaux contribuent négativement au PIB

Malgré des résultats à l'exportation de biens et de services, essentiellement touristiques, positifs (+ 0,6 % en volume), la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB est négative (- 0,6 point) du fait d'une hausse des importations de biens et de services plus importante. Cette hausse des importations, qui comme dans toute économie insulaire, est liée à la hausse de la demande intérieure (consommation et investissement), traduit une dynamique positive de l'activité. Par ailleurs, le déficit commercial de la Polynésie française a été tempéré par la baisse de la facture énergétique qui diminue de 19 % en valeur par rapport à 2014. La croissance des exportations (*Graph. 5*) concerne quasi exclusivement les exportations de services touristiques (hôtellerie, transport...). Elle compense la baisse des exportations de produits locaux, pénalisées par une forte contraction des ventes de perles à l'étranger (- 14 % en valeur). Les autres exportations (poissons, vanille, coprah...) ont progressé de 14 %, mais pèsent peu dans la balance commerciale du Pays.

**GRAPH 5. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES**



Sources : Comptes économiques rapides 2015, ISPF, CEROM



## MÉTHODOLOGIE

### Les premiers résultats issus des comptes rapides

L'année 2014 marque la réalisation d'un premier compte économique rapide en Polynésie française. Ce compte économique rapide est produit par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD, et l'IEOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données 2014 sera collectée.

### Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne.

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le TES 2011 (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact du changement de ces comportements.

**Le revenu brut des entreprises individuelles**, en comptabilité nationale, est une composante du revenu des ménages ; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. C'est l'analogue des revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise et, éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

## Les publications du CEROM - Polynésie française

- L'ÉCONOMIE POLYNÉSIE NNE POST C.E.P. une dépendance difficile à surmonter 1995 - 2003. (décembre 2007). - Polynésie française.
- Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010. (octobre 2010).
- Tableaux de bord CEROM - Polynésie française.
- Comptes économiques rapides de la Polynésie française, 2014, N° 1 - juillet 2015. « une légère reprise »

### Pour en savoir plus :

- [www.cerom-outremer.fr](http://www.cerom-outremer.fr)
- [www.ispf.pf](http://www.ispf.pf)
- [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)
- [www.afd.fr](http://www.afd.fr)



Institut de la Statistique de la Polynésie française  
• BP 395 - 98713 PAPEETE • Tél. : 40 47 34 34 • Fax : 40 42 72 52 • Courriel : [ispf@ispf.pf](mailto:ispf@ispf.pf)  
• DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Fabien BREUILH  
• AUTEURS DE LA PUBLICATION : Coralie LAM, Julien VUCHER-VISIN  
Dépôt légal : Juillet 2016 • ISSN 0293-2547 • © ISPF

